



Imposer le débat au Parti Communiste

Jean-Claude Vessilier (Paris)

La construction du parti révolutionnaire passe aujourd'hui par la discussion avec les groupes révolutionnaires en liant constamment la confrontation des stratégies à la poursuite des actions de masse.

Il s'agit de créer sur le terrain des luttes, en premier lieu celui des luttes ouvrières, les conditions qui permettent de disputer au parti communiste la direction des luttes qu'il exerce dans de très larges secteurs de la classe ouvrière et des masses populaires.

C'est pourquoi il faut accorder une grande attention aux initiatives que nous développerons à l'égard des masses influencées par le parti communiste et, par là-même, à la discussion que la direction du parti a engagée avec celle du P.C.F. En conséquence, la position de chacun des groupes révolutionnaires sur le parti communiste est aujourd'hui l'un des points décisifs qui interdit ou permet des rapprochements.

Comment discuter avec le P.C.F.

En engageant des discussions avec le parti communiste, la direction du parti a adopté une position politique juste, conforme à l'appréciation selon laquelle le parti communiste est un parti réformiste faisant globalement partie du mouvement ouvrier et non une organisation « sociale-fasciste » justiciable de la tactique classe contre classe comme l'estiment, avec des variantes dans l'application, les militants de la Gauche prolétarienne et de l'Humanité rouge.

Mais, en aucun cas, notre tactique ne doit laisser croire que nous avons « un visage pour la cour et un autre pour le jardin ».

L'objectif de ces discussions doit clairement être d'imposer au P.C.F. et aux masses qu'il influence le contact et la discussion avec le courant révolutionnaire. Pour cela, la pratique de ces derniers mois permet de dégager quelques-unes des conditions qui doivent être remplies.

Les objectifs sur lesquels des actions communes sont proposées au P.C.F. doivent être choisis parmi ceux qui contraignent le parti communiste à s'avancer au plus près de nos positions et qui, en tout état de cause, se traduisent en termes de compromis politiques explicables devant les travailleurs.

Les accords passés avec les directions nationale et locale du parti communiste doivent prévoir des actions de masse qui s'inscrivent dans une dynamique de luttes et qui permettent une discussion et une confrontation politiques.

A cet égard, le bureau national a eu raison d'approuver le compromis passé à Paris, sur un texte commun d'appel qui a permis :

- L'organisation d'un meeting à la Bourse du Travail de Paris, où les révolutionnaires étaient plus nombreux et plus dynamiques que les militants du P.C.F.
- L'exposé de la position du parti sur la violence, fruit de l'exploitation capitaliste.
- La mise à jour des incertitudes du P.C.F. quant au déploiement d'une large action de masse contre la loi scélérate et le démarrage d'une campagne nationale. E. Terray (« T.S. » n° 455) développe sur ce point une critique — et une politique — radicalement erronée.

De même, dans les journées qui ont suivi, les textes nationaux ont permis à plusieurs groupes d'entreprise d'intervenir dans les assemblées de personnel convoquées à cette occasion par les syndicats.

Ces actions ont été plus riches que l'envoi classique de délégations représentatives devant les mairies qui s'inscrivaient plus dans le jeu habituel du P.C.F. que dans notre propre dynamique.

Il faut imposer la confrontation entre militants réformistes et révolutionnaires, et non se contenter d'un débat entre les deux partis, P.C.F. et P.S.U.

En discutant d'un côté avec le parti communiste, et de l'autre avec les groupes, notre parti n'est pas au centre d'un dispositif qui lui permet de renforcer sa mise sur chacune des deux tables de négociation. A terme, c'est le problème de la direction des luttes qui est posé, et ce qui compte aujourd'hui, c'est le rapport des forces qui s'institue, à chaque étape, entre le parti communiste et le courant révolutionnaire.

Une telle tactique, condition de la modification du rapport des forces entre réformistes et révolutionnaires, suppose que des organisations révolutionnaires soient décidées à la mettre en œuvre avec nous.

Un pôle pour les masses communistes

Le bilan de ces derniers mois est clair : parmi les organisations révolutionnaires à implantation nationale, c'est avec Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste que s'est manifesté, avec notre parti, un accord sur ce problème.

A l'occasion du meeting du 28 avril de la Bourse du Travail de Paris, ces deux

organisations avaient affirmé leur présence. et leur soutien politique.

A l'occasion du 1^{er} Mai, ces deux organisations ont publié, avec le P.S.U., un appel commun appelant les travailleurs à participer à la manifestation de Paris « dans le cadre des thèmes définis par les organisations syndicales ».

A l'occasion du rassemblement pour le Vietnam du 10 mai, ces deux organisations ont écrit au Comité préparatoire pour demander de participer à l'organisation commune du rassemblement, et ont reçu le soutien du P.S.U.

A l'occasion de la campagne électorale du 12^e arrondissement, ces deux organisations ont été d'accord avec le P.S.U. pour proposer au Parti communiste les conditions d'un désistement réciproque en vue d'un éventuel second tour.

Ces accords ne sont pas le fruit d'heureuses coïncidences qui se seraient multipliées ces derniers mois ; ils sont la conséquence d'une convergence plus profonde quant à la reconnaissance de l'emprise du parti communiste sur une part importante de la classe ouvrière.

Il faut savoir tirer les leçons de cette convergence. En organisant la confrontation stratégique avec la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire, nous constituerons un pôle politique dont l'influence s'exercera du premier chef sur les masses encore influencées par le parti communiste.

Ainsi, nous renforcerons la position du P.S.U. de ses alliés, d'une part dans le cadre actuel des discussions P.S.U.-P.C.F.. et d'autre part au sein de la classe ouvrière et des travailleurs □